

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 12 JUIN 1979 - N° 934

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## La bataille fait rage au Nicaragua

Les guérilleros sandinistes continuent à affronter durement la garde nationale somoziste dans les diversés villes du pays. Au Sud, l'armée gouvernementale est parvenue à forcer les défenses mises en place par le FSLN autour d'un port qu'il occupait, et à leur reprendre la ville de Masaya. Mais les sandinistes l'emportent à Leon, Matagalpa, Chinandega, et plusieurs villages proches de la capitale Managua, où des combats ont éclaté dans les faubourgs.

## Non-alignés : le Kampuchea maintenu dans ses droits

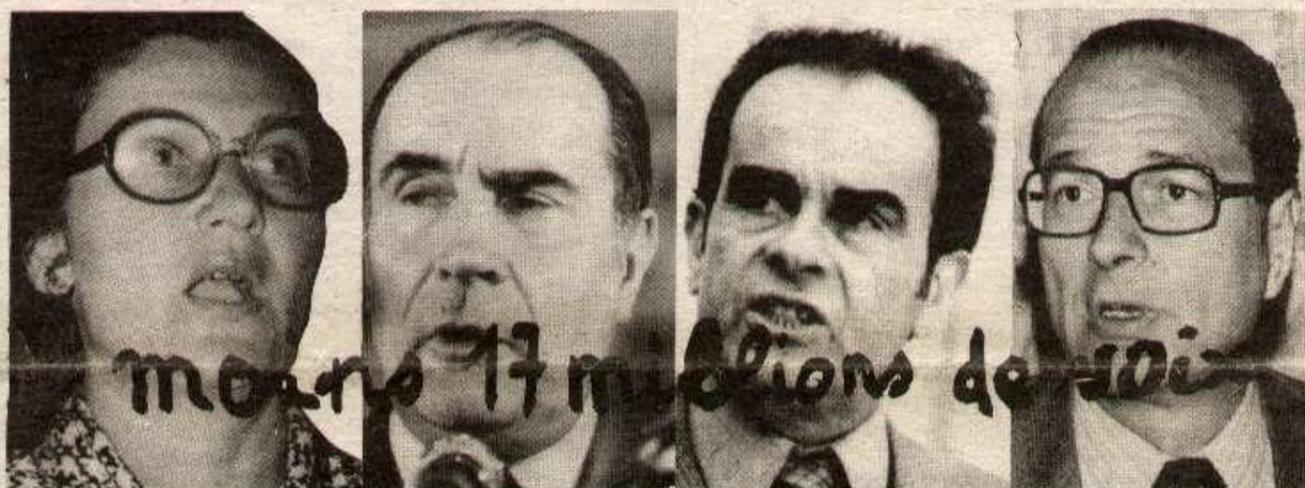
Le Vietnam, au cours de la conférence des ministres des Affaires étrangères préparatoire au sommet de l'été prochain, a tenté de faire admettre le régime qu'il a installé à Phnom Penh. Il y a échoué, et il n'est pas parvenu non plus à faire enlever ses droits au Kampuchea Démocratique.

Lire en page 7

## Liban : Israël bombarde

Alors que les forces palestiniennes ont évacué les villes et villages du Sud-Liban pour ôter tout prétexte aux bombardements israéliens, ceux-ci se sont poursuivis à la fin de la semaine dernière. De plus, l'aviation sioniste a survolé Beyrouth et le Nord du pays. Alors que de nouveaux pourparlers vont s'ouvrir avec l'Egypte, le gouvernement Begin réaffirme sa volonté d'annexion des territoires occupés en 1967, et une nouvelle colonie a été implantée à côté de Naplouse.

# ELECTIONS EUROPEENNES Les quatre grandes listes désavouées



- Près de la moitié des électeurs ne leur ont pas accordé leurs suffrages
- Les écologistes frôlent les 5 %
- Important abstentionnisme en Europe
- Recul général des sociaux-démocrates

Lire en page 4 et 5

### LA PHYSIONOMIE DU NOUVEAU PARLEMENT EUROPEEN

D'après les premières estimations, les 410 sièges du parlement européen se répartiraient comme suit :

- Socialistes : ..... 111 sièges
- Démocrates-chrétiens : ..... 111 sièges
- Conservateurs : ..... 64 sièges
- Libéraux : ..... 35 sièges
- PC : ..... 42 sièges
- «Démocrates européens de progrès» (DEP) dont RPR et Fianna Fail irlandais : ..... 23 sièges
- Divers : ..... 24 sièges
- ..... dont 3 pour les écologistes

Abstentions.....	39,20 %
UDF.....	27,55 %
PS.....	23,57 %
PCF.....	20,57 %
RPR.....	16,25 %

## ● URSS : menaces contre le Japon

D'après des photos prises par l'aviation japonaise, l'armée soviétique a transporté le mois dernier des armes lourdes (véhicules blindés, canons lourds) dans les îles Kouriles. Ces îles du Nord du Japon sont annexées par l'URSS qui non seulement a refusé de négocier avec le Japon pour les restituer, mais il a, de plus, implanté une base militaire depuis l'été 1978. Au cours d'un voyage au Japon le mois dernier, le rédacteur en chef de la *Pravda* avait prétendu qu'il n'y avait pas de nouvelles installations militaires dans ces îles. Pendant la même période, le Japon a fait état d'un trafic croissant d'avions militaires russes entre Vladivostok et la base vietnamienne de Danang.

## ● Tchécoslovaquie : Madame Tominova séquestrée

Madame Tominova, porte-parole de la Charte 77, organisation de résistance à la répression du régime de Husak, avait été victime d'une agression la semaine dernière. Dans une lettre qu'elle a pu faire parvenir de l'hôpital où elle se trouve, elle raconte qu'après avoir été suivie systématiquement depuis plusieurs jours, elle a été agressée en rentrant chez elle par un homme masqué qui l'a jetée à terre et frappée. Conduite ensuite par la police dans un hôpital de Prague, elle se plaint d'y être mal soignée et soigneusement isolée. Dans sa lettre, elle demande la liberté, sa situation s'apparentant à un internement plus qu'à une hospitalisation.

## ● USA : Carter met en place les missiles MX

A la veille de la signature du traité SALT 2 censé «limiter les armements stratégiques des deux superpuissances», Carter a rendu publique la décision de déployer le système des missiles MX. Il s'agit d'un réseau de 200 missiles intercontinentaux mobiles, emportant chacun dix charges nucléaires. Cette mesure n'est nullement contradictoire avec les SALT 2 puisque ce traité prévoit la possibilité pour chacune des deux superpuissances de se doter d'un nouveau missile intercontinental. Simplement, Carter prend de l'avance : il espère ainsi rassurer les parlementaires américains pour obtenir la ratification du traité qui semble se heurter à une importante opposition au Sénat.

## ● Les négociations Vietnam-Chine

En réponse à une lettre vietnamienne, le ministère des Affaires étrangères chinois a proposé la reprise des négociations entre la Chine et le Vietnam dont la première série avait pris fin le mois dernier à Hanoi. Le communiqué du ministère précise : «En conformité avec l'accord sino-vietnamien sur les négociations qui doivent se tenir alternativement à Hanoi et à Beijing (Pékin), la seconde série de négociations se tiendra à Beijing. La partie chinoise souhaite l'arrivée à Beijing, le 25 juin, de la délégation gouvernementale vietnamienne».

## ● SUPER CONCORDE lui que Concorde avait su créer.

Le Theule, ministre des Transports, a déclaré devant le Sénat que la France consacrait d'importants efforts à l'étude d'un avion supersonique, de type Concorde. Cet avion pourrait transporter quelque deux cents passagers à la vitesse de Mach 2 (deux fois la vitesse du son) sur des distances de 7 à 8 000 kilomètres. Le Theule a précisé que les Britanniques partageaient cet effort, sans préciser si celui-ci portait également sur le calcul du gouffre financier, tel ce-

## ZAIRE

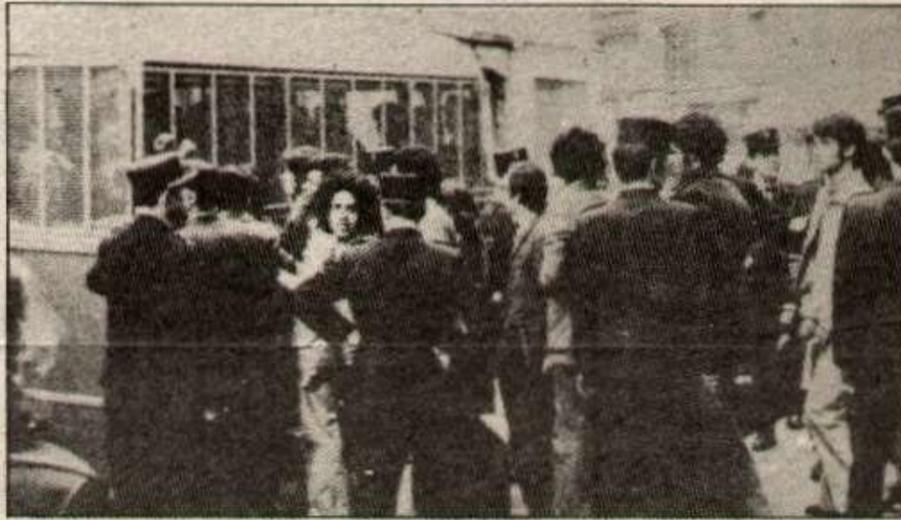
A la suite de visites officielles de Mobutu en Tanzanie et en Zambie la semaine dernière, deux commissions pour la coopération entre le Zaïre et ces deux pays ont été créées. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères zairois se trouvait au Nigéria, où, dans une déclaration à la presse, il a souligné l'importance des regroupements et associations économiques en Afrique.

# RAFLE RACISTE A NANTERRE

Le 30 mai dernier, le jour même où onze résidents du foyer Sonacotra de Nanterre étaient expulsés, la police a opéré une vaste rafle d'une cinquantaine de jeunes arabes dans le parc départemental de Nanterre. C'est ce que révèle une pétition de 145 personnes, dont 26 avocats, adressée aux ministres de l'Intérieur et de la Justice, au secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, et aux autorités du département des Hauts-de-Seine : «Cette opération visait exclusivement les jeunes de type arabe, puisque leurs camarades français n'ont pas été interpellés».

Les policiers ont tout d'abord vérifié les identités avant d'emmener les jeunes au poste, et ce sans ménagement. Aucune explication n'a été donnée aux intéressés sur la raison de leur interpellation. Ceux qui ont osé en demander se sont entendus répondre que ce n'était pas le moment de discuter...

Après avoir attendu, certains plus de 5 heures au poste sans que leurs parents aient été prévenus, tous ces jeunes ont été photographiés et fichés. Est-il utile d'ajouter que



cette rafle s'est déroulée au commissariat de Nanterre ?

— Injures racistes («Qu'est-ce qu'il y a comme boughoules ici !», «Ça pue...», «Je vais te filer un coup de pied dans les c...», etc.).

— Brutalités et brimades (giffes, coups de règle sur la tête, interdiction de se rendre aux toilettes, etc.).

Il est à noter qu'aucun de ces jeunes n'a été interrogé sur quelque fait que ce soit et qu'il ne leur a été demandé aucune dé-

position. Ils n'ont, par conséquent, pas été interpellés dans le cadre d'une enquête. Néanmoins ils ont été photographiés et fichés, y compris tous les mineurs, comme de dangereux délinquants. Cette rafle est illégale et raciste».

Tout en reconnaissant que cette «interpellation» massive a bien eu lieu, la police s'est naturellement efforcée de minimiser les faits. Selon le commissaire, il n'y aurait pas eu sélection : «On a pris tous les jeunes qui traînaient

dans le parc» et cette rafle serait justifiée par les divers méfaits commis dans le parc : les photographies étant destinées à permettre aux victimes de reconnaître leurs agresseurs. Enfin, bien sûr, brimades et injures n'auraient existé que dans l'imagination des jeunes arrêtés...

Des «explications» qui ne satisferont que les députés qui viennent de voter le projet de loi gouvernemental renforçant la répression contre les immigrés !

## Futurs prolétaires, vivez de peu !

«VIVRE PLUS SIMPLEMENT, diminuer notre niveau de vie, est-ce un mal nécessaire ? Nécessaire, oui. Un mal, non, bien au contraire. Une pauvreté excessive est évidemment une entrave à notre épanouissement, mais il faut que l'homme réapprenne qu'il peut être heureux sans tout ce qui lui paraît aujourd'hui une condition de son bonheur : une nourriture trop abondante, trop riche et de plus en plus artificielle, une maison surchauffée, remplie de gadgets inutiles, une voiture puissante et confortable, etc. Il faudra surtout qu'il réapprenne que toutes ces choses sont des obstacles à sa santé, à son bonheur et à son épanouissement. Platon disait déjà : «Limite autant que possible tes besoins, si tu veux préserver ta liberté».

Il est certain qu'il nous faudra vivre plus simplement. Un certain nombre d'hommes et de femmes le font déjà de leur plein gré, quittant des situations brillantes pour vivre à la campagne avec des revenus beaucoup plus faibles. Et ils s'aperçoivent quelquefois à leur propre étonnement qu'ils se passent fort bien de multiples produits de consommation qu'ils avaient jusqu'alors jugés indispensables, et même qu'ils s'en trouvent libérés et plus heureux qu'avant...»

Ce discours qui maquille les effets de l'austérité en qualité de la vie pourrait être de Giscard ou de Barre. Plus obscurément, il est dû à la plume d'un certain Claude Aubert ; surtout, il faut souligner à qui il

dernière aux candidats aux CAP industriels (ajusteurs, fraiseurs, tourneurs, forgerons, chaudronniers...) des académies de Créteil, Paris et Versailles.

Aux enfants du peuple, l'école de jadis enseignait «pauvreté n'est pas vice». Aujourd'hui c'est encore mieux : pauvreté devient vertu ! Futurs ouvriers — ou chômeurs — vous avez de la chance : vous allez «vivre mieux» en vivant de peu.

Comble de cynisme, une des questions sur le texte ose même demander : «Quitteriez-vous une situation brillante pour vivre à la campagne ?» Les jeunes des LEP (ex-CET) s'étaient-ils déjà interrogés là-dessus ? On peut en douter. Sans parler des fils et des filles de paysans qui eux ont quitté la campagne pour vivre des situations, pas forcément très brillantes à la ville...

## ● TÉLÉPHONE

Le journal officiel vient de publier le décret d'augmentation de la taxe téléphonique. Cette hausse est effective au jour de parution, soit le vendredi 8 juin. La taxe passe de 0,47 F à 0,50 F, soit une hausse de 6,38 %. La taxe de raccordement (700 F) et l'abonnement mensuel restent les mêmes. La direction des PTT s'est bien gardée d'annoncer cette nouvelle augmentation à l'avance, préférant mettre l'utilisateur devant le fait accompli...

## ● Vitry : succès de la fête de l'expression libre

Samedi après-midi, la fête de l'expression libre, organisée à Vitry par le journal *Histoires de banlieue* et le collectif d'ex Radio-cortisone a connu une bonne participation et a permis des discussions enrichissantes. Tout d'abord, bien sûr autour du problème de l'expression libre à Vitry, contre laquelle la police a porté récemment un coup en arrêtant deux des animateurs de Radio-Cortisone. Mais le collectif va faire une réunion le 21 juin pour relancer une radio libre. Vu les inconvénients de l'émission clandestine, notamment la difficulté à établir le contact avec les auditeurs, il est envisagé de regrouper le maximum d'associations et d'organisations et d'émettre en public, comme l'a fait une autre radio de banlieue, Radio Pomarède : une intervention policière a ainsi pu être mise en échec, et à l'émission suivante il y avait 400 personnes présentes. La discussion a montré au passage la volonté de nombreux participants de desserrer la «tutelle» pesante qu'exerce la municipalité PCF sur l'expression à Vitry, les entraves qu'elle met à tout ce qu'elle ne contrôle pas.

Outre une intervention du docteur Rotterdam, inculpé pour non-paiement des cotisations au Conseil de l'Ordre, et des Amis de la Terre, il y a eu également une discussion approfondie après la projection du montage du PCR ml sur la sidérurgie. L'exemple donné par les travailleurs de Longwy a donné lieu à un débat intéressant sur les perspectives des luttes aujourd'hui.

La fête s'est achevée dans une ambiance sympathique par de la musique et de la danse.

## ● Après les affrontements en Corse, de nouveaux CRS

Après les violents affrontements de la semaine dernière qui avaient opposé de jeunes insulaires aux CRS et aux gardes mobiles, la 47<sup>e</sup> compagnie de CRS a été relevée le jeudi 7 juin. A peine embarquée sur le ferrie, elle était remplacée par la 53<sup>e</sup> compagnie. L'essentiel du dispositif de répression est donc maintenu sur l'île, après avoir été renforcé il y a quelques semaines par l'adjonction d'une compagnie supplémentaire à celles habituellement maintenues sur l'île. Mais après les affrontements de la semaine dernière, dus en partie à l'omniprésence des forces de répression, en plus de la tension qui monte à l'approche du procès de 21 personnes accusées d'être membres du FLNC (Front de Libération Nationale de la Corse), les autorités envisagent un nouveau renforcement du dispositif policier. Ainsi, les commissariats de Bastia et d'Ajaccio devraient bientôt recevoir chacun 50 hommes supplémentaires, en plus des renforts (une vingtaine d'hommes chacun) déjà fournis. Voilà certainement qui ne va pas calmer les insulaires, déjà fortement opposés à la présence policière...

SFIM (Massy-Palaiseau)

## 10 JOURS DE GREVE ET DES RESULTATS NON NEGLIGEABLES

Le vendredi 8 juin, le personnel de la SFIM, usine de Massy et de Palaiseau (société de fabrication et d'instrument de mesures, environ 1 300 personnes) cessait une grève sinon entièrement victorieuse, du moins exemplaire par sa forme et la façon dont la CFDT et la CGT l'ont menée depuis le 29 mai en prenant appui sur tous les travailleurs. Pourquoi cette grève? Depuis 1975, où une grève avait permis une augmentation de 4 %, supérieure à l'indice INSEE, les choses s'étaient dégradées (+ 2,5 % en 1976, + 0,7 % en 1977, + 0,8 % en 1978, et enfin - 0,5 % pour les quatre premiers mois de 1979, toujours par rapport à l'indice INSEE). De l'autre côté, la SFIM a augmenté ses bénéfices de 69,48 % depuis 1976.

Le 29 mai, la grève débutait avec comme base de revendications 7 % d'augmentation avec un plancher de 350 F, les 40 heures tout de suite, les deux ponts payés, le paiement des heures de grève. Environ 250 personnes débattaient la grève, arrêtant le travail deux heures le matin, dix heures l'après-midi, afin d'utiliser chaque reprise du travail pour convaincre les hésitants. Et effectivement, au fil des jours, le nombre des grévistes s'en est allé croissant malgré la note de la direction insérée dans chaque feuille de paie à la fin du mois de mai.

Imposant une pression toujours plus grande sur la direction, appuyant les dé-

légués dans la négociation bi-quotidienne, les grévistes obligeaient la direction à recevoir les délégués en envahissant par deux fois le bâtiment administratif.

### MOBILISATION ET LARGE DEBAT

Les 7 et 8 juin, la grève était totale et plus de 700 personnes dehors ; le 7 au matin, devant les deux usines, les travailleurs se rassemblaient sous l'œil de la direction et d'un huissier appelé par celle-ci. Un ancien militaire de haut grade, provoquant les travailleurs, se vantait de gagner 1 600 000 F.

Le 7 au soir, après un débat animé entre délégués et grévistes, les revendications étaient modifi-

fiées dans le sens du désir unanimité (techniciens et ingénieurs grévistes compris) : suppression de la revendication en pourcentage, 150 F en juin, 200 F en juillet ; différer les 40 heures à condition d'obtenir le paiement des heures de grève ; indexation des salaires sur l'indice avec plancher basé sur le salaire moyen ; paiement de deux ponts.

### DES ACQUIS NON NEGLIGEABLES

Le 8 juin, la grève s'arrêtait avec une très forte majorité avec les acquis suivants : 1,5 % au 1<sup>er</sup> juin avec 80 F de plancher plus 12 F de prime de transport, 2 % au 1<sup>er</sup> juillet avec 110 F de plancher, un pont payé, les 40 heures sans perte de salaire mais avec une récupération d'une demi-heure payée en heure supplémentaire jusqu'en octobre et la promesse de ne pas réprimer les administratifs grévistes.

Ce n'est pas un échec, mais nous sommes loin du compte, et nombre de travailleurs rageaient. La direction qui, elle, se relayait aux négociations, a bien entendu joué sur la fatigue des délégués. Elle tenait à ce que tout rentre dans

l'ordre avant le salon aéronautique du Bourget, et elle y est arrivée, hélas. Une faute tactique a fait basculer bon nombre d'habitants pour l'arrêt du mouvement. En effet, le vendredi soir, le délégué qui exposait l'état des négociations déclarait en conclusion : « On ne peut aller plus loin, la direction ne lâchera plus rien ».

Après la déception des premiers instants, il n'est pas question de tirer de ce mouvement un bilan négatif, malgré une popularisation de la grève quasiment nulle, sauf les deux derniers jours avec banderole à la grille. Les aspects positifs sont une prise en main des revendications, et de leur évolution par les travailleurs, un travail de persuasion des hésitants et surtout des administratifs qui sont brimés par un directeur despotique. Un autre aspect positif : l'acceptation par les hauts salaires des augmentations uniformes et une mobilisation intensive de tous les travailleurs qui s'est manifestée entre autres par une rencontre avec la STAREC, société rachetée par la SFIM en lutte pour le maintien des avantages acquis.

Correspondant

## Foyers Sonacotra de Massy

### 600 résidents menacés d'expulsion !

Six cents résidents du foyer Sonacotra de Massy, 18 rue Ampère, sont menacés d'expulsion par la Sonacotra, s'ils ne reprennent pas le paiement des loyers d'ici 15 jours, par une lettre datée du 23 mai. Celle-ci prétend être obligée de fermer le foyer pour motif économique, et s'accorde le droit de rompre la convention d'hébergement qui la lie aux résidents.

Ce foyer où logent 600 personnes est en grève de loyer depuis 3 ans et demi comme 120 autres foyers toujours en grève actuellement. Ces foyers sont

unis autour d'une plateforme revendicative et représentés par le Comité de coordination.

Nous résidents de Massy, ne comprenons pas la position de la SONACOTRA qui préfère arriver, comme elle le prétend à un déficit financier l'obligeant à fermer le foyer plutôt que d'accepter de négocier avec le Comité de coordination.

De toute façon, ceci n'est qu'une intimidation parmi d'autres. Au foyer de Massy, la SONACOTRA a déjà convoqué au tribunal plusieurs résidents, les juge-

ments lui ont été d'ailleurs défavorables. Rien ne lui donne le droit de rompre la convention d'hébergement qui la lie aux résidents de sa propre volonté. Pour l'instant nous considérons que la SONACOTRA fait du bruit pour nous amener à trembler et à négocier, car elle accompagne tout ceci d'une propagande sur des facilités de paiement qu'elle nous accorderait. Mais nous ne nous laisserons pas tromper et nous refuserons de négocier en dehors de notre plateforme revendicative et du comité de coordination, nous refuserons les négocia-

tions foyer par foyer, car seule l'unité peut nous mener à la victoire.

Nous résidents de Massy, déclarons que même si la SONACOTRA avait l'appui des tribunaux ou des lois pour fermer notre foyer, nous ne nous laisserons pas expulser. Nous sommes prêts à prendre notre foyer en charge s'il le faut, mais nous ne nous laisserons pas chasser, nous lutterons jusqu'à la reconnaissance complète de nos revendications.

Le comité des résidents de Massy

### ● Usinor-Denain : les sidérurgistes de nouveau en action

Il y a quelque temps, pour relancer la mobilisation, les sidérurgistes d'Usinor-Denain bloquaient le canal à grand gabarit de leur région. Ils ont à nouveau, en fin de semaine dernière, engagé une action « coup de poing ». Au nombre d'environ 200, ils ont mis à sac le poste-frontière franco-belge situé à Prouvy (Nord), vidant les armoires de leur contenu, mettant à mal les fils téléphoniques. Les sidérurgistes, avant cette action, avaient déchargé plusieurs camions contenant des produits métallurgiques présents à la frontière.

Au bout d'un moment, le pouvoir envoyait ses flics, plus précisément quatre cars de CRS. Les sidérurgistes remontaient alors à bord de leurs trois autocars et de leurs voitures. La colère risque fort de s'amplifier dans les semaines à venir. C'est en effet dès le mois d'août prochain qu'un nombre important de licenciements doit intervenir à Usinor-Denain dans le cadre du plan de restructuration prévu par le trust sidérurgique.

### ● Softranet (Yvelines) : 10 travailleurs immigrés licenciés pour fait de grève !

Dix travailleurs immigrés dont trois sont délégués CGT viennent d'apprendre qu'ils étaient licenciés par la direction de l'entreprise où ils étaient de nettement Softranet, située dans la localité de Buc (Yvelines). Le motif de ces licenciements ? Les travailleurs sont accusés d'avoir « refusé de travailler ». En fait d'avoir tout simplement fait grève. Le 21 mai dernier, la majorité des 47 ouvriers de cette entreprise décidaient dès le matin de partir en lutte pour protester, d'abord contre les sanctions disciplinaires qui tombaient depuis des mois pour des prétextes divers sur les travailleurs et notamment déjà sur les délégués syndicaux. Les grévistes exigeaient en outre l'application d'un accord obtenu lors d'une autre grève, accord relatif aux 40 heures de travail hebdomadaires, non appliqué.

Aussitôt la grève démarrée, un huissier remettait aux dix travailleurs aujourd'hui licenciés une lettre leur signifiant leur mise à pied de trois jours, leur « promettant » en outre l'engagement d'une procédure de licenciement.

Le syndicat CGT a saisi le juge du tribunal de Versailles qui s'est déclaré... incompétent ! Les ouvriers de Softranet exigent la réintégration de leurs camarades.

### ● Grèves chez Renault d'un atelier parisien à Courbevoie

Des mouvements de grève ont actuellement lieu dans deux entreprises Renault.

Le premier mouvement, qui a démarré jeudi dernier, se déroule à l'entreprise Renault de Courbevoie (département des Hauts-de-Seine) : la grande majorité des travailleurs des ateliers de réparation de cette usine occupent leurs locaux de travail pour refuser la suppression d'un poste d'infirmerie. Les grévistes exigent également une augmentation de leurs salaires.

A Paris même, au 39 rue Popincourt, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, les travailleurs de la société Jallenne, sous traitante de Renault, sont actuellement en grève. Ils ont appris le 30 mai dernier qu'ils allaient être licenciés. Ils sont tous les jours depuis cette date devant l'entrée de l'usine.

### ● Ile de France : chiffre, record de fermetures d'usines en 1978 !

On connaît désormais l'importance des fermetures d'entreprise, pour diverses raisons, qui ont eu lieu au cours de l'année 1978 dans la région « Ile de France » (Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Yvelines, Essonne...). Comme on pouvait s'y attendre, elles sont en augmentation. L'année 1978 a vu dans cette région 4 330 fermetures pour cause de règlement intérieur judiciaire, liquidation de biens ou faillites. Les fermetures accompagnant presque à chaque fois ces décisions ont augmenté de 17,6 % par rapport à l'année précédente. Les travailleurs les plus touchés faisaient partie du secteur du bâtiment, où le nombre de fermetures a augmenté cette année-là de 23 %.

## A la télévision cette semaine

### Stoléro poursuit sa campagne d'intoxication

Le sous-ministre Stoléro, chargé de la revalorisation du travail manuel et de l'immigration, enregistrait il y a peu, une émission vantant les mesures qu'il entend faire appliquer dans les foyers pour casser la grève des loyers.

Sur l'insistance de journalistes, il acceptait qu'un représentant du comité de coordination figure parmi les participants de l'émission. « En fait, commente un responsable du comité de coordination, il s'est

moqué du monde car à part lui, chacun des participants n'a pu s'exprimer que trois minutes ».

Cette émission est programmée pour le 17 juin dans le cadre des deux heures d'émission que FR 3 consacre à l'immigration le dimanche matin.

Le conseiller de Giscard ne juge pas cela suffisant ; il a fait faire un montage diapos accompagné de cassettes traduits dans toutes les langues et un film pour tenter d'induire les

résidents des foyers SONACOTRA en erreur sur la situation de la SONACOTRA, et tromper les foyers non encore en grève sur la réalité de la lutte que mènent, depuis bientôt 5 ans, les résidents.

Naturellement, ce sont les cotisations sociales des résidents eux-mêmes, qui par le biais du FAS ont financé cette nouvelle campagne du raciste Stoléro ; coût de l'opération : 100 millions !

Le comité de coordination des résidents en lutte a déjà vu le film. A la fin de la semaine passée, un de ses membres racontait aux résidents de Romainville à quel point la propagande de Stoléro est mensongère puisque l'on y voit par exemple des foyers luxueux et des salles d'eau avec baignoire. Un résident l'interrompt et lance : « Je ne sais pas où il les a vues, le Stoléro, les baignoires ! Il a dû faire filmer la sienne ».

# ELECTIONS EUROPÉENNES

## L'ECHEC DES QUATRE

### Soir d'élections aux sièges de quelques grands partis

Dans ces veillées d'armes, où les grands partis sont aux petits soins pour la presse, chaque détail est révélateur et les lieux comme l'ambiance caractérisent bien ces formations. Animation et mondanités au siège de l'UDF : on fête une victoire,

#### AMBIANCE DÉCRISPÉE DANS LES SALONS DE L'UDF

Au siège de l'UDF, à l'heure de la première fourchette, une exclamation «on fait mieux». Mieux que Chirac, bien sûr. Les salons de l'UDF sont bien remplis malgré le filtrage opéré par un service d'ordre pointilleux. L'assemblée décrite et souriante devient ironique dès que la TV évoque Chirac. Tenues sportives et élégantes : l'alpaga se porte bien. Le buffet est bien acheminé et les plateaux n'arrêtent pas de défiler. La plupart viennent déguster les toasts et savourer la victoire. L'UDF est sacrée («premier parti de France»). On s'interroge pour savoir si le RPR ira nettement au-delà des 14 % de Chaban en 1974. Avec aisance les fidèles de Giscard insèrent ça et là quelques commen-

taires politiques dans un flot de mondanités. Pour expliquer les estimations inférieures aux 30 % attendus, on évoque une «campagne mal menée». Faute de moyens sans doute.

#### UN PS MOROSE

Chez les socialistes ce n'est pas un grand enthousiasme. Il y a peu de monde et malgré tout c'est la pagaille. La salle de réception est transformée en studio-TV. Côté réception c'est en dessous de tout : à 23 h les rafraîchissements sont épuisés, et le buffet manque désespérément. En effet en dehors de quelques remarques désabusées pas grand chose à se mettre sous la dent. Une militante trouve que son parti soigne très mal son électoral écologiste. La presse attend Mitterrand

toutefois moins brillante que prévu. Les giscardiens marient le whisky aux toasts un peu gras. Morosité chez les socialistes qui n'ont pas pensé au buffet. Chez les RPR mauvais perdants, on boude la volaille en gelée : le score se digère mal. Devant le

#### RPR : CRISES A RÉPÉTITION DE DEBRÉ

Ambiance sévère et vigilante au RPR avec un service d'ordre visible très vieille France. L'attention est polarisée par Debré qui tient le devant de la scène à la place de Chirac. Au cours de sa première interview pour Antenne 2, il se monte très vite, refuse le score de 16 % et commence à pourfendre l'intoxication et la propagande giscardienne, affirmant qu'on ne le laisse jamais s'exprimer à la télé (on croirait entendre Marchais). Progressivement il devient presque

aussi rouge que le bonnet phrygien sur l'affiche qui est derrière lui. Prenant à témoin avec véhémence Catherine Ney (Europe 1), il va, dans son émoi, jusqu'à lui prendre la main. De l'autre côté, Grandclément tente de le calmer et de l'interrompre. Dans la salle, deux ou trois fidèles grognards lancent des cris d'approbation. L'attachée de presse les fait taire : «On est en direct!». Malgré tout un fanatique invective «ce branleur de Giscard».

Dans une confusion indescriptible, les différentes chaînes se succèdent et se croisent pour interroger Debré. Bête de scène infatigable, il pique sa crise contre Giscard et pour le renouveau de la France deux fois, trois fois de suite. Ses «groupies» continuent à chaque fois à l'encourager. Cependant, à la troisième fois, il commence à se rendre à l'évidence et accepte le verdict des 16 % contre lequel il s'indignait lors de sa première intervention.

Dans l'ascenseur, un visionnaire entend de

convaincre deux journalistes britanniques : «Résultats partiels, pas bons !

Vrais chiffres au ministère de l'Intérieur ! RPR 20 % !...»



Debré annonçait dimanche soir, rouge de colère, malgré des estimations relativement précises. «Attendez la nuit, nous aurons 20 %».

convaincre deux journalistes britanniques : «Résultats partiels, pas bons ! Vrais chiffres au ministère de l'Intérieur ! RPR 20 % !...»

### Saint-Ouen : triste veillée électorale !

Est-ce l'heure tardive du scrutin ? Est-ce la démobilisation des militants du PCF ? Est-ce les deux à la fois ? Toujours est-il que c'est devant un préau Jean Jaurès clairsemé (une petite centaine de personnes) que le sénateur maire de la ville, Fernand Lefert, annonce les résultats. Ses quelques traits d'humour : «Bonjour, nous sommes lundi depuis 10 minutes». n'arriveront pas à déridier les quelques militants fidèles du PCF qui examinent les résultats. S'ils avaient l'illusion que ces élections

stopperaient «le déclin de la ville», il faut bien se rendre à l'évidence, d'élection en élection de moins en moins d'Andoniens se reconnaissent dans leurs propositions. Près de 3 000 voix et 1 % de moins qu'aux législatives de 78. 800 voix et 10 % de moins qu'aux cantonales de mars dans les 16 bureaux concernés.

Pourtant vendredi et samedi le PCF s'était mobilisé. Vendredi quatre tracts différents, dont un sous enveloppe à en-tête du sénat adressé par le

maire à chaque habitant. Un autre, une lettre ouverte à Simone Veil d'un ancien député allant jusqu'à dire «Votre compagnon (il parle de Barre) me rappelle ce bougnat auvergnat qui à partir des années 20 fit fortune dans la politique.» (il parle de Laval).

Le samedi, la campagne électorale étant terminée, on avait droit au luxueux bulletin municipal qui vient à point nommé à la veille de chaque scrutin pour rappeler les positions de la mairie.

### Paris 20<sup>e</sup> : tout juste assez de monde pour dépouiller

Quelques minutes avant 22 heures, dans une école de la rue des Pyrénées, 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les trois derniers votants ont déposé leur bulletin.

Tout de suite, on allume 2 bougies, une de chaque côté, pour les deux bureaux de vote rassemblés dans le même préau. Les deux isoloirs sont démontrés, les urnes ouvertes : 3 tables de chaque côté, avec leurs 4 assesseurs qui vont commencer le dépouillement.

Contrairement aux législatives, il n'y a personne pour assister au dépouillement. On a tout juste assez de monde pour dépouiller... Les enveloppes sont regroupées par paquets de 100, et distri-

bues sur les tables. Très vite, d'un côté la liste Veil prend la tête (226 voix). De l'autre, c'est Marchais qui domine nettement (298 voix). Visiblement, les gens qui dépouillent, de ce côté, sont favorables au PCF. Les bulletins de la liste Chirac sont mis en bout de table, ceux de Mitterrand sont soigneusement retournés, avec des commentaires du genre : «Celui-ci, il retourne toujours sa veste...».

Un petit incident, qui ne dépasse pas le cadre de la table : à la fin d'une centaine de bulletins, on se retrouve avec 101 bulletins ! Que faire ? Il y a bien 100 enveloppes et 101 bulletins. Où enlever ce bulletin ? On a beau compter et recompter, on arrive tou-

jours au même résultat. Une responsable du bureau trouvera la solution : il n'y a qu'à enlever un nul ! Et de déchirer une enveloppe vide, sans problème.

Un peu avant minuit, les résultats des deux bureaux sont proclamés, devant les seuls assesseurs, puisqu'il n'y a personne d'autre. Sur un bureau, 831 votants sur 1 394 inscrits, sur l'autre 641 sur 1 089. Le pourcentage d'abstentions dépasse donc les 40 % : 32 nuls d'un côté, 20 de l'autre, tandis que les écologistes font un score non négligeable : plus de 7 % dans l'un des 2 bureaux.

M.C.

### Les députés français à l'Assemblée européenne.

- LISTE UDF**  
 Simone VEIL  
 Jean LECANUET (CDS)  
 Edgar FAURE (rad)  
 Jean-François DENIAU ministre du Commerce extérieur  
 Pierre MEHAIGNERIE (CDS)  
 Christiane SCRIVENER (RPR)  
 Pierre PFLIMLIN (CDS)  
 Francisque COLLOMB  
 Pierre BAUDIS  
 Michel DEBATISSE  
 Francis COMBE  
 Assemblée permanente des chambres de métiers.  
 Robert DELOROZOY.  
 Chambres de commerce et d'industrie  
 Corentin CALVEZ (CGC)  
 Michel PONIATOWSKI (RPR)  
 André ROSSI (rad)  
 André DILIGENT (CDS)  
 Louise MOREAU (CDS)  
 Henri CAILLAVET (rad)  
 Victor SABLE  
 Charles DELATTE, président de la Caisse nationale du crédit agricole.  
 Yves GALLAND (rad)  
 Jean SEITLINGER (CDS)  
 Georges DONNEZ (MDSF)  
 Marie-Jane PRUVOT  
 Maurice-René SIMONNET (CDS)

- Jean-François PINTAT (RPR)  
**LISTE SOCIALISTE**  
 François MITTERRAND  
 Pierre MAUROY  
 Edith CRESSON  
 Gilles MARTINET  
 Didier MOTCHANE  
 Maurice FAURE (MRG)  
 Gérard JAQUET  
 Georges SUTRA  
 DE GERMA  
 Marie-Claude VAYSSADE  
 François GASPARD  
 Georges SARRE  
 Charles-Emile LOO  
 Jean OEHLER  
 Charles JOSSELINE  
 Daniel PERCHERON  
 Gisèle CHARZAT  
 Claude ESTIER  
 Yvette ROUDY  
 Jacques MOREAU  
 Roger-Gérard SCHWARTZENBERG (MRG)  
 Jacques DELORS  
 Yvette FUILLET

- LISTE RPR**  
 Jacques CHIRAC  
 Michel DEBRE  
 Pierre MESSMER  
 Claude LABBE  
 Louise WEISS  
 Gustave DELEAU  
 Marie-Madeleine DIENESH  
 Maurice DRUON  
 Hubert BUCHOU  
 Nicole CHOURAQUI  
 Christian de LA MALENE  
 Christian PONCELET  
 Alain GILLOT  
 Eugène REMILLY  
 Vincent ANSOUER
- LISTE PCF**  
 Georges MARCHAIS  
 Jacqueline HOFFMAN (CC)  
 Gustave ANSART (BP)  
 Paul VERGES, Secrétaire

### LES DERNIÈRES ESTIMATIONS

Le ministère de l'Intérieur ne devant fournir les résultats officiels que lundi en fin de matinée, nos chiffres concernent les dernières estimations fournies vers 1 heure du matin. Il y a 38,9 % d'abstentions.

	UDF	PS	PCF	RPR	Ecolos	LO-LCR	JJSS	Malaud	Tixier-V.
%	27,9	23,9	19,9	15,9	4,5	3,1	1,9	1,7	1,5
Sièges	26	22	18	15					

L'élection au suffrage universel des représentants français à l'Assemblée Européenne restera dans les annales. Non pas parce qu'il s'agit de la première élection de ce type, et encore moins à cause des répercussions des résultats sur la politique intérieure française. Ce qui restera, c'est avant tout l'énorme taux d'abstentions, auxquels s'ajoute une proportion non négligeable de bulletins blancs ou «nuls», et le vote pour certaines listes dites «petites».

Environ 40 % d'abstentions, c'est le chiffre le plus important jamais atteint sous la V<sup>e</sup> république. La seule comparaison qui pouvait être effectuée, avec le référendum organisé par Pompidou en 1972 sur l'Europe, et qui lui aussi avait donné près de 40 % d'abstentions, ne vaut pas : il s'agissait alors d'un référendum, avec toutes les connotations plébiscitaires qui s'attachent à ce genre de scrutin, et de plus le PS avait appelé à l'abstention... Trois éléments ont concouru à établir ce record d'abstentions. Il y a tout d'abord ceux qui ne votent jamais, entre 15 et 20 % des électeurs inscrits (nous ne parlerons pas des personnes non-inscrites sur les listes électorales, qui sont peut-être plus nombreuses qu'on ne le pense généralement). Il y a ensuite ceux qui ne se sont pas déplacés parce que l'Europe — et plus encore le parlement européen — ne les intéresse pas : ils constituent probablement la plus grosse cohorte des abstentionnistes. Il y a enfin ceux pour qui l'abstention a signifié une claire condamnation de la manière dont s'est déroulée la campagne, monopolisée, détournée, affadie par les politiciens.

Ces abstentionnistes là rejoignent tous ceux qui ont voté blanc ou nul, et dans une certaine mesure, ceux qui ont voté pour les écologistes ou les trotskystes. Les chiffres sont là. Environ 17 millions de Français, soit près d'un électeur sur deux, n'ont pas voté pour un des quatre partis bourgeois qui ont l'audace de parler en notre nom. De ce point de vue, le mythe de la démocratie bourgeoise aura perdu quel-

ques plumes le 10 juin 1979. Des milliards de centimes, des dizaines d'heures de télévision, une mobilisation sans précédent des médias, un flot ininterrompu de propagande depuis 2 mois, tout cela n'aura pas permis aux quatre partis bourgeois de mobiliser l'électorat, et a fortiori les travailleurs et les masses populaires.

C'est l'évidence : UDF ou RPR, PCF ou PS, tous les quatre sont les grands perdants de l'élection d'hier.

#### Loi électorale scandaleuse

Le deuxième fait notable qu'on peut extraire des résultats du 10 juin est l'illustration flagrante du scandale de la loi électorale. Obtenant 4,5 % des voix, sans avoir pu réellement faire connaître leur point de vue à la radio et à la télévision, les écologistes réalisent un score excellent. Ils ne seront pourtant pas représentés à l'Assemblée européenne, n'ayant pas franchi la barre fatidique des 5 %. Avec 3 millions et demi de voix, le RPR a 15 députés. Avec 900 000 voix — 4 fois moins — les écologistes n'auront aucun député — 15 fois moins —.

Solitaires dans leurs intérêts politiques, les quatre avaient mis trois barrières : d'abord celle de l'argent, qui a eu pour effet, par exemple, d'empêcher les marxistes-léninistes de présenter des candidats. Ensuite celle du temps d'antenne, donnant aux uns des heures de propagande, aux autres quatre petites minutes. Enfin, la clause des 5 %. Malgré cela, les écologistes ont frôlé l'accession au parlement européen. C'est un exploit.

#### Les quatre : les déceptions l'emportent

Les résultats des quatre partis bourgeois méritent quant à eux d'être pris avec circonspection. La nature de ces élections, et le mode de scrutin mis en place à l'occasion, interdisent toute véritable comparaison avec

les scores des législatives de mars 1978. En mars 1978, il y avait un enjeu national précis, avec futur gouvernement à la clé, et le vote se faisait sur la base des circonscriptions, pour le renouvellement des députés, avec tout ce que cela suppose de clientélisme, de campagne «personnalisées», etc... De plus, les votes du premier tour se faisaient déjà, pour partie, en fonction du deuxième tour.

Rien de tout cela hier. Les résultats globaux (il en sera différemment lorsque nous connaîtrons les scores par département et par circonscription) n'appellent que des remarques générales.

La première, liée au taux d'abstention, est que les quatre partis obtiennent, et de loin, beaucoup moins de voix qu'en mars 1978.

A droite, l'élément important vient indiscutablement du faible score de la liste Chirac-Debré. Son score, généralement prévu par les sondages, prend une allure d'autant plus médiocre que le RPR se situe en quatrième position, à plus de 10 % de son rival giscardien. Encore une fois, il serait hasardeux de tirer la conclusion d'un net recul des chiraquiens par rapport à 1978, et encore plus d'extrapoler sur l'éventuel résultat d'un Chirac aux présidentielles de 1981. Ce qui est certain par contre, c'est que le score de dimanche est ressenti comme une gifle par nombre de gaullistes, et qu'il s'attendre en conséquence à de sérieux remous au sein du RPR. En témoignent les menaces à peine voilées de Guéna dimanche soir à la télévision.

La liste Veil, ou l'UDF, ou les giscardiens, n'ont pas non plus de quoi pavoiser. S'il est une élection — sans enjeu de gouvernement, et sur le thème de l'Europe — où ils pouvaient espérer un raz-de-marée, c'est bien celle-ci. En n'obtenant pas même 30 % des voix, la liste Veil ne fait pas le score attendu.

A gauche, on retiendra le score relativement faible du PS. Comme l'UDF, le PS avait là le meilleur terrain électoral possible pour lui. La barre des 25 %, qu'il visait, est

loin d'être atteinte. C'est un échec pour Mitterrand, et nul doute qu'un Rocard ou un Mauroy lui feront savoir.

Ce score plus bas que prévu pour le PS est en lui-même un motif de satisfaction pour le PCF. Marchais l'a dit sans ambage dimanche soir : ce qu'il cherchait, c'est à réduire l'écart séparant le PCF des socialistes. De fait, l'écart n'est pas énorme. Le PCF a les satisfactions qu'il peut ! Ses scores à lui ne méritent pas les brevets d'auto-satisfaction que se sont décernés les membres du BP. Le PCF, du point de vue de son score, luttait sur trois fronts : d'abord, limiter l'écart avec le PS, en faisant régresser celui-ci. Ensuite, garder son électoral traditionnel, en évitant que celui-ci ne s'abstienne trop. Enfin, gagner des voix nouvelles, sur la base d'un rassemblement des mécontents.

Il semble que si le PCF peut estimer pour l'essentiel remplis les deux premiers objectifs, le troisième est loin d'être atteint. Encore faudra-t-il attendre des résultats plus détaillés pour savoir ce qu'il en est du PCF, dans des régions-clés comme la Lorraine ou le midi viticole.

Et l'Europe dans tout cela, car rappelez-vous, c'est de cela qu'il était question. Encore une fois, tous sont d'accord : ils feront entendre «la voix de la France». Les 26 députés de la liste Veil vont se répartir dans différents groupes, les 22 socialistes seront noyés dans le groupe social-démocrate, les 18 du PC et les 15 RPR ne formeront que des petites minorités, au sein d'un parlement dont les pouvoirs, nous l'avons dit, sont des plus réduits.

Quant à Simone Veil, il semble qu'elle va briguer la présidence du parlement européen. Après tout, pourquoi s'en plaindre ? Elle sera certainement moins nocive là-bas qu'au ministère de la Santé, elle qui est responsable des mauvais coups sur la Sécurité Sociale.

N.D.

### Les réactions...

en reparlera au sein du RPR.

#### Au PCF

Le PCF, comme à l'accoutumée, est plutôt réservé dans ses premiers commentaires. Tard dans la soirée, Marchais fait une déclaration, où on relève notamment : «(...) Cette faible participation des peuples à l'élection européenne montre bien en définitive que l'Europe est mal ressentie par les peuples (...). Pour ce qui concerne le résultat du parti communiste, il y a un maintien de notre influence par rapport aux élections législatives. C'est un résultat que nous considérons comme positif pour une double raison : la première, c'est positions, progressant même dans quelques endroits (...), je pense que c'est un résultat positif qui va nous donner des possibilités de poursuivre le combat pour l'Europe dans les conditions que j'ai eu l'occasion d'exposer dans la campagne électorale (...). Le

vote a été aussi un vote en faveur de notre politique d'union préconisée par notre 23<sup>e</sup> congrès (...). Plus de 20 % des électeurs ont voté pour nous, et je pense qu'on a commencé à réduire l'écart qui nous séparait du parti socialiste (...). L'écart entre les deux formations est de 3 %, il était de 4 %».

#### A l'UDF

A l'UDF, la tête de liste fait une brève déclaration, et se refuse ensuite à tout commentaire. «Je crois, déclare-t-elle, ce vote porteur d'avenir. (...) Je ne ferai aucun commentaire de politique intérieure, car ce n'est pas le véritable enjeu du scrutin. Pour moi, ce qui est le plus important, c'est que le résultat obtenu ce soir permettra, à mes amis et moi, de travailler de façon constructive pour la France et l'Europe». «Dans cinq ans, prévoit-elle, nous aurons un niveau de participation (électorale) beaucoup plus large. C'est d'ici

cinq ans que nous verrons construire l'Europe».

#### Au PS

Au PS, où Mitterrand est arrivé trop tard pour faire une déclaration à la télé, on tente de minimiser le relatif échec du PS, en insistant sur le fait qu'il est le premier parti de gauche. On tente de démontrer qu'il reste le premier parti de France, en déclin à l'UDF le titre de parti, puisqu'il s'agit d'une coalition hétéroclite. Mais la liste du PS n'est-elle pas aussi une coalition des différents courants de ce parti auxquels s'ajoute une composante MRG ?

#### D'autres

Au vu des résultats de la liste écologiste, Solange Fernex proteste une fois de plus contre la barre «inique» des 5 %.

Françoise Giroud reconnaît son échec, mais le minimise en déclarant que l'idée d'une Europe supranationale est une «idée neuve».

# NAPLES : dans la capitale du travail noir

## L'expérience du mouvement des chômeurs organisés (fin)

*«Le mouvement continue mais avec des caractéristiques différentes... Toutes les luttes sont traitées aujourd'hui de «corporatistes»... Une maladie qui s'appelle : conscience de classe...».*

Nous achevons ici la publication de larges extraits de la relation faite par Peppe Morrone, de l'expérience du mouvement des chômeurs organisés de Naples.

Nous avons vu les conditions dans lesquelles s'est développé le mouvement, la manière dont s'est effectuée la clarification de ses cibles, de ses méthodes, son engagement aux côtés de la classe ouvrière en activité, sa confrontation avec le PCI, qui a tenté de marginaliser le mouvement des chômeurs. Aujourd'hui, ce sont les premiers résultats de la lutte, mais aussi les nouvelles conditions de cette lutte depuis les élections de juin 1976 jusqu'à maintenant, qui sont envisagées. Le mouvement des chômeurs s'est en effet trouvé morcelé et confronté à des tentatives de division jouant sur des situations concrètes différentes vécues par

les chômeurs.

Face à la division du PCI et aux appareils syndicaux qui traitaient toute lutte de «corporatiste», sous prétexte qu'elle ne tenait pas compte des exigences de la politique d'austérité, cautionnée par la stratégie du «compromis historique», le mouvement des chômeurs organisés a essayé d'imposer la reconnaissance des listes de luttes.

La reconnaissance par les autorités, pour l'attribution de postes de travail, de ces listes des comités du mouvement, sur lesquelles se sont fait inscrire les chômeurs, manifeste une prise en compte de la force du mouvement tel qu'il a réussi à s'imposer.

Quels ont été les résultats concrets de notre lutte ? Au regard des grands espoirs suscités par notre mouvement, au regard du grand nombre de chômeurs napolitains, de l'avenir sans espoir des jeunes, notre lutte n'a pas gagné tellement ; mais, nous avons obtenu globalement plusieurs milliers de postes de travail, quoiqu'en grande partie non stables et pour une durée limitée (moi-même, par exemple, je suis en «cassa integrazione» (1), dans les secteurs suivants :

— La restauration des monuments de Naples. Ça aurait été certainement plus utile pour les prolétaires si, à la place de restaurer des églises, des musées, des châteaux, des palais royaux, des tombes, on nous avait envoyés construire des logements, des hôpitaux, des édifices scolaires, mais nous n'avons pas pu imposer cet objectif. Imaginez-vous qu'un groupe de chômeurs organisés doit aller prochainement construire le nouveau tribunal où nous-mêmes et nos enfants, sommes jugés !

— Les cours pour le personnel auxiliaire dans les hôpitaux.

— La municipalité de Naples.

Peu de chômeurs organisés ont été embauchés dans des usines.

C'est en 1976 que ces résultats ont été obtenus.

### APRES LES LEGISLATIVES EN 1976

Après les élections législatives de juin 1976, le PCI a décidé de s'abstenir par rapport au gouvernement Andreotti, c'est-à-dire de collaborer avec la DC. Cela a déterminé un recul de toutes les luttes en Italie. Le scepticisme des masses dans la possibilité d'un changement rapide et radical, s'est accru ; leur exploitation et leur oppression se sont accrues également.

Cette situation globale, se reflète à Naples. Le mouvement des chômeurs organisés, lui aussi, a reculé. Depuis l'automne 1976, le mouvement continue mais, avec des caractéristiques différentes par rapport à la période précédente.

### LA SUBDIVISION DU MOUVEMENT

Le mouvement est subdivisé en plusieurs branches, qui correspondent à divers objectifs de lutte, à cause des divisions créées parmi nous. Les branches principales sont les suivantes :

— Les nouvelles listes de lutte pour le travail, c'est-à-dire les

listes qui rassemblent ceux qui n'ont rien, qui sont regroupés dans le comité Banchi Nuovi (lieu d'un quartier de Naples). Les chômeurs ainsi rassemblés sont moins nombreux que dans l'ancien mouvement, mais ils sont plus combattifs. Les circonstances politiques ont changé, on a moins d'espoir immédiat, sur le plan politique, les formes de luttes sont plus dures, aussi plus dangereuses, car il y a la répression. Mais, toutes les autres caractéristiques politiques de ce nouveau mouvement de chômeurs sont similaires à celles du mouvement de 75-76.

— Les listes ECA (bureaux communaux d'assistance publique) : il s'agit de chômeurs organisés qui, à cause de différentes motivations (âgés de plus de 36 ans, manque d'un titre scolaire, précédents pénaux) ont été exclus par les négociations préélectorales.

Mais, ce sont eux qui ont eu la préséance par rapport au droit au travail. C'est pourquoi ils préfèrent agir seuls et ne pas s'unifier avec les nouvelles listes.

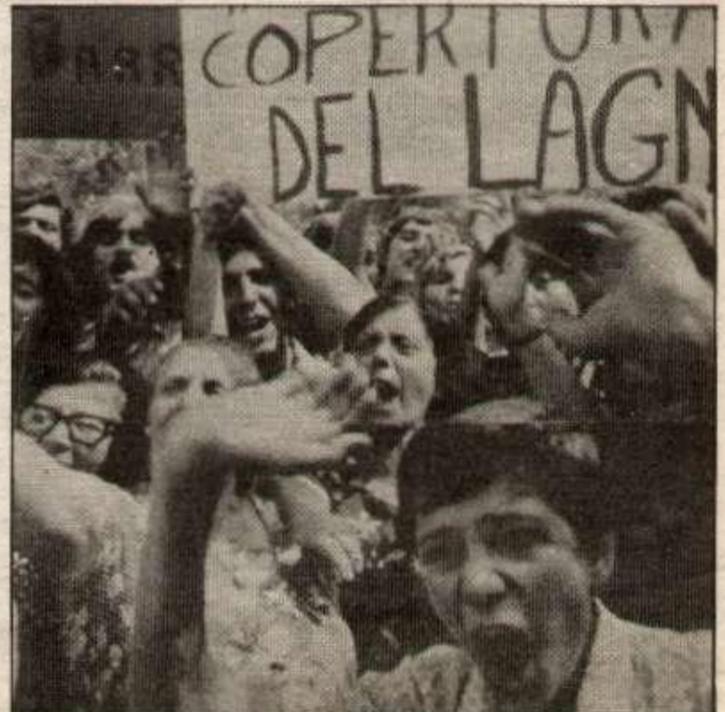
— Il y a enfin ceux de la restauration des monuments, comme moi, ou le personnel médical auxiliaire. Nous, dans la restauration, nous luttons maintenant car nous avons été mis à la «cassa d'intégration». Notre objectif c'est de débloquer les fonds, pour les travaux publics à Naples (restauration des autres monuments, construction du métro, de l'aéroport, du tribunal, etc) ; les auxiliaires médicaux luttent pour avoir, après les cours, un poste de travail à Naples ; ils ne veulent pas être personnel auxiliaire médical à Bruxelles ou à Londres. C'est pour cela, par exemple, que dans les cours, ils ont refusé d'apprendre l'anglais et le français.

### LES «BANCHI NUOVI» : LES PLUS DURS !

Le mouvement des Banchi Nuovi, celui des nouveaux chômeurs organisés, a réussi à travers une lutte dure pendant l'automne 1978, à débloquer 4 000 places pour des cours destinés à apprendre à faire des travaux, mais non clairement spécifiés. Les cours étaient financés à 60 % par la CEE (2) et le reste par l'administration régionale de la Campanie. Si les chômeurs des Banchi Nuovi n'avaient pas lutté, les fonds de la CEE se seraient perdus !

Mais les Banchi Nuovi, le mouvement le plus combatif jusqu'à maintenant, n'a encore rien obtenu pour lui-même. Même pas une place à ces cours, car lui, ne s'est pas laissé corrompre, ni par la DC, ni par le PCI ; ces partis avaient peur que les chômeurs des Banchi Nuovi portent à un autre niveau la conscience de la lutte, dans ces cours, et en plus, il fallait punir ces chômeurs pour leur indiscipline, il ne fallait pas donner l'idée que par la lutte, on obtient du travail. C'est pourquoi les 4 000 places aux cours ont été distribuées en partie à l'ancienne liste ECA, en partie aux clientèles des partis, de tous les partis, et des syndicats.

Avec moi, aujourd'hui, devait être présent un camarade des



«On ferait une Reggio de Calabre de gauche».

Banchi Nuovi, mais il n'a pas pu venir, car ces jours-ci les Banchi Nuovi pratiquent des formes dures de lutte ; ils espèrent en effet obtenir du travail en profitant de la période des élections. Nous aussi, en 76, nous avons obtenu du travail, un jour avant les élections !

Donc, si aujourd'hui vous venez à Naples et vous voyez les différents défilés avec plusieurs sigles : Banchi Nuovi, Corsi Ancifap, Cantieri di Restauro, Corsisti Paramedici, etc., il s'agit dans tous les cas de chômeurs organisés !

### «CORPORATISME» ?

Il y a un dernier point sur lequel il faut donner des explications. Vous vous demanderez : selon quels critères des chômeurs organisés ont obtenu des postes avant d'autres, les uns oui, les autres non ? Nous étions inscrits au bureau de l'emploi depuis des années mais, jamais nous n'avons obtenu du travail. Quand nous nous sommes organisés, nous avons constitué les listes des luttes, les chômeurs venaient au comité et s'inscrivaient sur les listes de luttes. Ils s'inscrivaient par ordre chronologique. Le bureau de l'emploi et le préfet ne voulaient pas accepter les listes de lutte, ils disaient : il faut respecter l'ordre du bureau de l'emploi qui, d'ailleurs, n'avait jamais été respecté, à cause du clientélisme. Nous avons dit : le travail s'obtient seulement à travers la lutte. Et le préfet a été obligé de

reconnaître les listes de lutte. Donc, les chômeurs organisés ont en grande partie obtenu un travail selon l'ordre chronologique des listes de lutte. Les syndicats et le PC nous accusaient d'être «corporatistes».

Mais, toutes les luttes sont traitées aujourd'hui de «corporatistes» : si les auxiliaires médicaux bougent, ils sont corporatistes, si les travailleurs du port de Gênes bougent, ils sont corporatistes. Si les hôtesses d'Alitalia bougent, elles sont corporatistes.

Mais, la cause réelle pour laquelle on fait obstacle aux listes de lutte, est la peur de la contagion par l'exemple : si les chômeurs qui ne luttent pas voient qu'à travers la lutte on obtient du travail, eux aussi commencent à lutter. Et alors, tout Naples bouge. On fait une «Reggio Calabria de gauche» (3). C'est pourquoi on veut détruire les listes de lutte. C'est pourquoi les Banchi Nuovi, aujourd'hui encore après quatre années de luttes, n'ont rien obtenu : ils ont une maladie, qui ne doit pas se propager, cette maladie s'appelle : conscience de classe !

Nous pensons qu'à travers notre lutte, nous avons aidé aussi les ouvriers des pays européens plus riches pour lesquels, durant les décennies passées, nous avons objectivement représenté une concurrence et une sorte de «jeunes». Nous ne voulons plus émigrer mais nous voulons avoir du travail dans notre ville.

(1) «Cassa integrazione» : «caisse d'intégration». Cela correspond à un statut instable avec un travail non garanti.

(2) Tout en exigeant le contrôle de l'utilisation des fonds de la CEE, le mouvement des chômeurs organisés estime qu'il ne s'agit là que d'une façon de maintenir les chômeurs dans une situation d'assistés, dépendant d'aides diverses.

(3) «Reggio Calabria de gauche» : il y avait eu au début des années 70, à Reggio de Calabre, des révoltes de la misère, contrôlées politiquement par les fascistes.



Une rue dans le centre ville

## Conférence ministérielle des non-alignés

# LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE GARDE SON SIEGE

Malgré une importante offensive diplomatique du Vietnam et des alliés de l'URSS, le Kampuchéa démocratique, représenté par le ministre des Affaires étrangères Ieng Sary, a conservé son siège à la conférence ministérielle des non-alignés. Cependant, la question de la représentation du Cambodge ne sera pas évoquée à cette conférence.

Au cours de la réunion des ambassadeurs qui préparait la conférence, la délégation vietnamienne a d'abord tenté d'obtenir l'introduction du régime fantoche de Heng Samrin dont une délégation était arrivée à Colombo, bien qu'elle n'y fut pas invitée. Avant l'ouverture de la réunion des ambassadeurs, des membres de la délégation vietnamienne entreprenaient eux-mêmes de diffuser une déclaration du régime mis en place par l'armée de Hanoï dans la capitale cambodgienne. Cette déclaration était largement consacrée à une justification de l'intervention vietnamienne au Cambodge. L'intervention, qualifiée d'*raide* par cette déclaration, aurait été faite, selon le régime de Heng Samrin, « dans l'intérêt de l'existence de chaque nation ». La déclaration affirme que « la présence des forces armées vietnamiennes au Cambodge relève des relations entre deux pays souverains et personne n'a le droit de s'y ingérer ». Faut-il rappeler que ce régime a été installé en moins d'un mois par une guerre éclair de Hanoï et que ce n'est qu'ensuite

qu'il a signé avec le Vietnam un traité justifiant l'occupation militaire et l'intervention du Vietnam contre les patriotes cambodgiens ? Alors que l'armée vietnamienne menace directement le territoire thaïlandais, cette déclaration prétend que le conflit au Cambodge « ne porte aucun préjudice ni ne constitue une menace pour l'indépendance et la sécurité de n'importe quel pays ».

### LE VIETNAM DÉNONCÉ PAR PLUSIEURS PAYS

Ayant très vite rencontré beaucoup de difficultés pour faire passer une décision d'exclusion du Kampuchéa démocratique et d'admission du régime de Heng Samrin, la délégation vietnamienne avait proposé de laisser vide le siège du Cambodge ou de donner à chacune des délégations cambodgiennes un statut d'observateur.

Ces différentes propositions visaient d'une manière ou d'une autre à déposer le Kampuchéa démocratique de son siège, à ouvrir une brèche pour faire enterrer par le mouve-

ment des non-alignés le fait accompli de l'intervention de Hanoï au Cambodge. Elles ont été dénoncées par plusieurs pays, notamment la Yougoslavie, la Malaisie et l'Indonésie. Leurs délégations ont rappelé que la conférence devait appliquer la décision du bureau de coordination qui avait invité le gouvernement du Kampuchéa démocratique. On a également fait état de la participation de ce gouvernement à l'ONU.

### STATU-QUO

Finalement, pour éviter une division de la conférence sur ce problème, le représentant du Sri-Lanka, président de la réunion des ambassadeurs, devait proposer que la question de la représentation du Cambodge ne soit pas abordée à la conférence de Colombo. Le statu quo laisse évidemment, de fait, le siège du Cambodge au gouvernement du Kampuchéa démocratique, ce qui constitue une défaite pour la délégation vietnamienne et les alliés de l'URSS.

### LE PROBLEME DES RAPPORTS AVEC L'URSS

Par ailleurs, au sujet de la proposition des pays arabes visant à suspendre l'Egypte après la signature du traité Sadate-Begin, la réunion des ambassadeurs a fait un compte-rendu de

la discussion sans proposer de mettre cette question à l'ordre du jour de la conférence ministérielle.

La conférence traitera donc des grandes questions sur lesquelles le mouvement des non-alignés peut avancer en conservant son unité, notamment la lutte contre les régimes racistes et le sionisme, le problème de la réunification de la Corée, la démilitarisation de l'Océan Indien, de la Méditerranée, le désarmement. Il reste qu'au sommet des chefs d'Etat de La Havane, le problème des rapports du mouvement avec l'URSS et ses agents sera posé d'une part en ce qui concerne le Cambodge dont la représentation devra être déterminée, d'autre part à propos de Cuba, qui doit assurer la présidence du mouvement pour trois ans et dont le rôle sera certainement contesté.

J. P. C.

A Colombo, Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, a rencontré Ho Dam, ministre des Affaires étrangères coréen. A la suite de cette rencontre, il a exprimé la gratitude de son gouvernement pour le soutien apporté par la RPDC à la lutte du peuple cambodgien.

## Afghanistan : le mouvement de rébellion s'étend à plusieurs provinces



La présence soviétique est contestée largement dans le pays.

de désintégration. C'est par unités entières que s'effectuent des ralliements de l'armée régulière au soulèvement. Il semble aujourd'hui que des officiers et des généraux qui ont changé de camp encadrent les forces armées de la rébellion.

La généralisation du soulèvement à de nombreuses provinces, le renforcement constant de la rébellion par de nouvelles

tribus et par des éléments de l'armée qui lui apportent une bonne partie du matériel soviétique, réduisent à néant les accusations soviétiques, selon lesquelles le Pakistan serait à l'origine de cette rébellion. Cependant la presse soviétique et la radio de Taraki ne cessent de menacer ce pays : le 5 juin, l'aviation afghane a bombardé à plusieurs reprises le territoire pakistanais. L'URSS pourrait prendre

prétexte du conflit pour étendre son intervention et aggraver le Pakistan sur lequel Moscou a des visées hégémoniques. Ce serait très imprudent à l'heure où le régime que l'URSS tente de maintenir en Afghanistan est très menacé. Loin d'être une base d'agression au service de l'URSS, l'Afghanistan est en train de devenir un guépard où le social-impérialisme risque de connaître un grave échec.

## Zimbabwe : Carter maintient les sanctions économiques contre le régime raciste

Carter vient de décider le maintien des sanctions économiques décrétées par l'ONU en 1965 contre le régime raciste de Rhodésie. Après les élections truquées d'avril et l'arrivée au pouvoir du fantoche Muzorewa, le sénat américain avait émis le souhait que les sanctions soient levées à une large majorité. Le président américain, qui avait d'abord déclaré que les élections d'avril étaient « un pas dans la bonne direction », semble avoir changé d'avis puisqu'il vient d'affirmer qu'elles n'ont été « ni équitables, ni libres ».

Le revirement de Carter semble dû à plusieurs facteurs : d'abord les pressions des dirigeants de la communauté noire américaine à l'approche de la campagne électorale ; et surtout la fermeté des pays africains sur cette question ; en particulier, le Ni-

géria, en se joignant la semaine dernière à une réunion des pays de la ligne de front, a manifesté très nettement son soutien au Front patriotique et a adressé une mise en garde aux USA. Il semble que l'impérialisme américain ait aujourd'hui davantage à perdre qu'à gagner en soutenant ouvertement le régime Muzorewa-Smith. La levée des sanctions pourrait entraîner un recul des positions américaines en Afrique et du même coup favoriser la pénétration soviétique. La décision de Carter va provoquer des contradictions avec la Grande-Bretagne, alors qu'auparavant les politiques des deux gouvernements en Afrique Australe étaient étroitement liées : en effet le gouvernement Thatcher a entamé un processus de reconnaissance du régime fantoche.

## ● Centrafrique : candidats à la succession

Alors que se multiplient les révélations sur les atrocités de Bokassa, qui a personnellement participé à la tuerie des jeunes le 19 avril, son ancien premier ministre Ange Patassé s'est porté candidat à la succession au cours d'une conférence de presse faite à Paris jeudi dernier. Cette tentative fait suite à celle de l'ambassadeur centrafricain à Paris, Bangui, qui, en pleine conférence franco-africaine, avait annoncé la fondation d'un « Front de libération de l'Oubangui ». Ces initiatives sont probablement encouragées par le gouvernement français, qui a hâte de trouver une solution de rechange à Bokassa, la situation en Centrafrique étant de plus en plus explosive. Cependant, l'impérialisme français n'a pas totalement renoncé à soutenir le dictateur centrafricain. Malgré toutes les preuves, Galley, ministre de la Coopération, qualifiait encore récemment le massacre du 19 avril de « pseudo-événement ».

## ● Conflit du Sahara : Hassan II menace l'Algérie du « droit de suite »

Alors que l'armée marocaine a essuyé ces derniers mois de lourdes pertes au Sahara Occidental et que les forces du Front Polisario ont effectué plusieurs opérations de contre-offensive contre des garnisons du Sud marocain, Hassan II a adressé des menaces directes à l'égard de l'Algérie, affirmant qu'il donnerait à ses troupes « l'ordre d'exercer un « droit de suite » en Algérie. Ce n'est pas la première fois que le souverain marocain fait de telles déclarations. Mais aujourd'hui, Hassan II se trouve dans un isolement sans précédent : le gouvernement mauritanien a confirmé sa volonté de poursuivre les négociations avec le Front Polisario. En visite à Alger, le président yougoslave Tito s'est déclaré favorable à l'indépendance du peuple sahraoui, tandis qu'Hussein de Jordanie, également en visite en Algérie, a accepté de recevoir officiellement une délégation de la R.A.S.D., alors qu'il avait soutenu la « marche verte » en 1975. On ne peut exclure qu'Hassan II tente de sortir de l'impasse en se lançant dans un conflit avec l'Algérie.

La semaine dernière, le soulèvement de nombreuses tribus afghanes contre le régime pro-soviétique de Taraki s'est largement étendu dans le pays. La rébellion qui se réclame en général de l'islam, et qui est largement spontanée, semble se développer à la fois dans les provinces frontalières du Pakistan, dans deux provinces du centre, ainsi qu'au Nord, près de la frontière soviétique. Les combats semblent se rapprocher de la capitale Kaboul, au point qu'on peut y voir et entendre l'aviation gouvernementale en action contre les positions tenues par les guérilleros. Les familles du président Taraki et du Premier ministre Amin auraient été envoyées en URSS, tandis que celles des conseillers soviétiques, au nombre de plusieurs milliers, auraient été rapatriées. Selon les dirigeants d'un des mouvements islamiques qui fait partie de la rébellion, les conseillers soviétiques qui participent directement aux combats en tant que tankistes pilotes d'avion et d'hélicoptères ont subi de lourdes pertes les dernières semaines : de l'ordre de plusieurs centaines.

Alors que l'intervention soviétique, tant par les livraisons d'armes que par la participation directe, ne cesse de s'accroître, l'armée afghane est en voie

# LE NOUVEAU PARLEMENT EUROPEEN

La droite largement majoritaire, devant les socialistes

## Grande-Bretagne : une victoire sans gloire pour les conservateurs

Après une campagne électorale qui semble les avoir profondément ennuyés, les électeurs britanniques lassés des joutes électorales — trois depuis le début de l'année — se sont massivement abstenus le 7 juin à 70 %, se plaçant nettement en tête des 9 pays de la CEE, pour le taux d'abstention. Cette désertion du scrutin européen est si massive qu'il paraît difficile de conclure à une nouvelle victoire des conservateurs, bien que ceux-ci remportent 59 sièges des 78 circonscriptions d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles.

Ce scrutin dérisoire, sanction de la médiocrité de la campagne électorale, est en rapport avec le déroulement des élections du 1<sup>er</sup> mars pour la dévolution au Pays de Galles et à l'Ecosse, puis celles du 3 mai pour désigner les députés qui ont vidé les caisses des partis mais surtout qui ont été marquées par une rare confusion po-

litique. Thatcher, le premier ministre, a modéré l'expression de ses «idées européennes» pour ne pas laisser le monopole du nationalisme aux travaillistes tandis que Callaghan, à Leeds, en compagnie de Mitterrand, s'est montré presque «européen», oubliant ses positions de 1974 envers la CEE. Il est vrai qu'il y a des «pro» et des «anti-Europe» dans les deux partis. A l'extrême droite des Tories (conservateurs), Enoch Powel et une dizaine d'autres parlementaires sont «anti», s'opposant à ceux qui souhaitent depuis 1973 une Europe plus effective et qui trouvent l'appui des capitalistes investissant largement sur le continent depuis six ou sept ans. Chez les travaillistes il y a des Européens convaincus mais la plupart sont peu fervents, pressés qu'ils sont par leurs électeurs ouvriers plutôt hostiles à la CEE. Le 7 juin l'abstention a d'ailleurs été très forte dans les

bastions travaillistes, tels que Cardiff.

Margaret Thatcher n'a pas trop de raisons de se réjouir du «succès» conservateur. Après la «lune de miel» consécutive à son succès politique du 3 mai, les travailleurs avec leurs délégués d'ateliers et les syndicats — qu'elle vient de provoquer par l'augmentation de salaire accordée aux présidents des entreprises nationalisées, aux hauts fonctionnaires, aux militaires, aux policiers — et par ses projets de réduction des dépenses sociales, risquent fort de se lancer sur le terrain de la lutte sociale. On note déjà une montée des revendications de salaires chez les métallurgistes et dans le bâtiment, qui veulent des augmentations de 30 % alors qu'on ne leur a accordé qu'un peu plus de 10 %.

Paddy Mc LAUGHLIN

A l'heure où nous mettons sous presse, les résultats définitifs des élections pour la désignation des 410 députés au parlement européen, dans les pays de la CEE, ne sont pas encore connus. Toutefois, des estimations assez précises sont déjà réalisées. D'une manière générale, elles indiquent de forts taux d'abstentions, comparés aux résultats des élections nationales dans les différents pays. Et les résultats indiqués n'apportent pas de surprise majeure par rapport aux prévisions.

Conformément aux majorités gouvernementales dans la plupart des pays, on constate que le nouveau parlement européen est nettement dominé par la droite (démocrates-chrétiens et conservateurs), suivie par les socialistes. Mais, ceux-ci, avec les sociaux-démocrates, formeront sans doute le groupe le plus puissant du parlement européen.

## RFA : une défaite pour Schmidt

Les résultats des élections européennes ne donnent sans doute pas une idée exacte du rapport des forces entre les deux principaux partis : SPD et CDU. Lors des dernières élections fédérales pour les Länder, le SPD et son allié libéral, dans la coalition gouvernementale, le FDP, avaient connu une progression. Toutefois, le résultat des européennes constitue une défaite politique pour Schmidt, le score obtenu par son parti (41,3 % des voix), nettement inférieur à celui des chrétiens-démocrates (49,2 %), indiquant notamment qu'il n'a pas réussi à mobiliser les travail-

leurs, autour de lui, comme il le souhaitait, à propos de la question de l'Europe.

La progression des chrétiens-démocrates par rapport au SPD, témoigne, pour une part de la forte abstention d'ouvriers qui, d'ordinaire, accordent leurs suffrages à la social-démocratie. Le taux de participation à ces élections, bas pour la RFA, où le nombre d'abstentions est habituellement beaucoup plus faible, marque plus généralement, là aussi, un certain désintérêt pour ces élections européennes ont également une résonance sur le plan de la politique

intérieure, le chrétien-démocrate Strauss posant ouvertement sa candidature au poste de chancelier, face à Schmidt qui voudrait, quant à lui, renforcer son image de gauche, pour faire contrepoids. Le rapport entre les scores obtenus pour les deux grands partis, mais aussi le mauvais score des libéraux dont la présence au gouvernement a été indispensable aux sociaux-démocrates pour conserver le pouvoir, sont des indices des menaces qui pèsent sur l'avenir gouvernemental du SPD.

Correspondance

## Estimations lundi matin sur les résultats obtenus par les principaux partis dans 6 pays de la CEE

GRANDE BRETAGNE	BELGIQUE
- Travaillistes : 11 sièges	- PS : 41 % des voix 7 sièges
- Conservateurs : 59 sièges	- Chrétiens-sociaux : 49,2 %, 10 sièges
- Libéraux : 3 sièges (?)	
ITALIE	PAYS BAS
- PCI : 30,2 %, 24 sièges	- PS : 9 sièges
- PSI : 9,7 %, 8 sièges	- Chrétiens démocrates : 10 sièges
- Démocratie-chrétienne : 35, 2 %, 29 sièges	- Droite : 4 sièges
- MSI : 5,3 %, 4 sièges	
RFA	LUXEMBOURG
- SPD (Schmidt) : 41,3 % des voix	- Parti ouvrier socialiste : 1 siège
- CDU - CSU : 49,2 % des voix 43 sièges	- Parti démocratique : (Thorn) : 2 sièges
	- Parti chrétien-social : 3 sièges

## Estimations sur le taux de participation dans les pays de la CEE (moins la France)

BELGIQUE (24 sièges)	DANEMARK (16 sièges)
- Elections européennes : 75 %	- Elections européennes : 47 %
- Elections nationales précédentes (1) : 92 %	- Elections nationales précédentes : 70 %
LUXEMBOURG (6 sièges)	ITALIE (81 sièges)
- Elections européennes : 75 %	- Elections européennes : 70 %
- Elections nationales précédentes : 90 %	- Elections nationales précédentes : 90 %
GRANDE BRETAGNE (81 sièges)	RFA (81 sièges)
- Elections européennes : 31 %	- Elections européennes : 60 %
- Elections nationales précédentes : 76 %	- Elections nationales précédentes : 91 %
IRLANDE (15 sièges)	
- Elections européennes : 59 %	
- Elections nationales précédentes : 76 %	
PAYS BAS (25 sièges)	
- Elections européennes : 58 %	
- Elections nationales précédentes : 88 %	

(1) Elections nationales précédentes : le chiffre donné ne fait pas référence aux élections nationales qui se déroulaient simultanément aux élections européennes (comme en Belgique) ou qui les précédaient immédiatement (comme en Italie).

## Luxembourg : on votait aussi pour le parlement national

Au Luxembourg, les élections pour renouveler le parlement national se déroulaient en même temps que les élections au parlement européen. Le recul global aux législatives de la coalition gouvernementalesortante (composée du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois, qui obtient 14 sièges et en perd 3, et du Parti démocratique, de Gaston Thorn, qui obtient 15 sièges, n'en gagnant que 1) exprime un mécontentement grandissant à l'égard de la gestion actuelle du pays. Le Premier ministre sortant, Thorn, a été contraint de démissionner.

Les résultats obtenus par certaines formations nouvelles illustrent assez bien ce mécontentement

dont le parti chrétien-social, qui passe de 18 à 24 sièges, et qui ne participait pas au gouvernement, n'est pas le seul bénéficiaire. Ainsi, les «socialistes indépendants», scission du Parti ouvrier socialiste, obtiennent 1 siège, tandis que les «Enrôlés de force», nouvelle formation fondée par d'anciens déportés qui reprochent au gouvernement luxembourgeois de n'avoir jamais rien fait pour les indemniser ni les reconnaître comme victimes du nazisme, obtiennent également un siège (le parlement comptant une soixantaine de députés).

A noter aussi une défaite importante pour le parti révisionniste qui perd 3 de ses 5 sièges, et cesse ainsi

d'avoir un véritable groupe parlementaire. Les marxistes-léninistes du KBL obtiennent quant à eux 1 % des voix au centre (2 % pour le PC luxembourgeois, 0,2 % pour les trotskystes dans la même région) environ 1 % au Sud, 0,6 % au Nord et 0,8 % à l'Est, ces deux dernières régions étant surtout des régions agricoles.

Pour ce qui est des élections européennes, une particularité importante : ici, le «civisme» est «obligé», dans la mesure où l'abstention donne lieu à procès et amendes. La coalition gouvernementale sortante et le parti chrétien social se partagent moitié moitié les 6 sièges attribués au Luxembourg dans le parlement européen.

## Irlande : des raisons particulières de voter

La République d'Irlande (Eire) et l'Irlande du Nord (Ulster) ont voté le même jour pour la première fois depuis la partition de 1921. 58 % des électeurs au Sud et 60 % des électeurs au Nord se sont rendus aux urnes pour désigner respectivement 3 et 15 représentants au Parlement européen, ce qui constitue la meilleure participation pour les pays qui ont voté le 7 juin. Il serait cependant hasardeux d'en conclure un com-

portement différent des Irlandais dans ces élections européennes.

Au Sud, le fait qu'elles coïncident avec les élections locales traditionnellement disputées et le mécontentement social envers le parti au pouvoir Fianna Fail, incitant certains électeurs à voter contre lui, a augmenté la participation. Au Nord, nombre de catholiques, dans la mesure où ils avaient pour la première fois la possibilité de s'exprimer grâce

au scrutin à la proportionnelle, n'ont pas voulu laisser le champ libre aux protestants unionistes. Les 40 % d'abstentions restent néanmoins un chiffre important, qu'on ne saurait expliquer comme le fait «l'Irish Independent» (journal proche du *Fine Gael*, parti bourgeois dans l'opposition), par la grève des postiers, coupable de ne pas avoir envoyé les convocations !

P.M.L.